

Le 9 décembre 2020

En Inde, les agriculteurs luttent contre des lois draconiennes

En Inde, les agriculteurs protestent contre trois lois que le pays vient d'adopter et qui ont d'importantes ramifications pour l'agriculteur moyen. Dans l'ensemble, ces lois permettent un relâchement des restrictions visant les intérêts des grandes sociétés comme Monsanto et, en même temps, pénalisent des millions de petits agriculteurs indépendants.

Dans un élan historique de contestation, des centaines de milliers d'agriculteurs indiens et des alliés de partout dans le monde manifestent contre cette prise de pouvoir sur le monde agricole par les grandes sociétés, qui sont soutenues par le gouvernement indien.

Le programme néolibéral de l'élite formée par les grandes sociétés prive de leurs droits des travailleurs et travailleuses partout sur la planète. Cependant, la riposte la plus visible est celle qui se déroule actuellement en Inde, et que le monde entier surveille de près.

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) se joint à ses alliés du mouvement syndical de partout dans le monde pour soutenir les agriculteurs indiens dans leur lutte pour maintenir leurs méthodes de travail et leurs moyens de subsistance.

Les groupes alliés ont repris le flambeau dans les rues au Canada, aux États-Unis et en Europe. Des manifestations tenues le dimanche 6 décembre à Toronto, Ottawa et Regina, entre autres, ont attiré l'attention sur ce dossier.

Le STTP était présent aux manifestations en soutien à cette lutte majeure pour les droits des agriculteurs.

L'heure est grave, car essentiellement, l'Inde est en train de démanteler la réglementation du marché qui garantit le prix du blé et du riz, et elle annule les lois qui obligent le gouvernement à acheter ces denrées. Il ne faut jamais oublier que les agriculteurs nourrissent l'humanité. Comme l'a souligné un des manifestants : « Nos agriculteurs sont la pierre d'assise de notre pays. »

Le STTP comprend bien que la société est organisée de manière à perpétuer les inégalités de certains groupes. À ce sujet, ses politiques nationales sont sans équivoque :

Le syndicat reconnaît que notre société est structurée de façon à maintenir et perpétuer l'inégalité de certains groupes. Malheureusement cette inégalité s'est répandue tant dans le milieu du travail que dans le mouvement syndical. Le syndicat estime essentiel que le mouvement syndical mène une lutte quand il s'agit de questions qui affectent la vie sociale et économique des travailleurs et travailleuses. Le mouvement syndical doit continuer de lutter au plan des questions sociales afin de procurer une meilleure qualité de vie et un meilleur niveau de vie aux travailleurs et travailleuses. Si le mouvement syndical néglige de lutter pour les questions sociales, le résultat à long terme sera la négation des gains économiques atteints par les travailleurs et travailleuses. (Politique nationale D-1 Égalité sociale)

Soyons solidaires des agriculteurs indiens, et dénonçons les intérêts des grandes sociétés, ici même et à l'étranger. Une prise de contrôle de l'agriculture par une grande société se traduit par la perte, pour les agriculteurs, de leur subsistance, ce qui donne lieu à des inégalités énormes. Ce programme mondial contre les travailleurs et travailleuses doit absolument être démantelé.

Solidarité,



Jan Simpson
Présidente nationale



Julee Sanderson
1^{re} vice-présidente nationale

2019-2023 / Bulletin n° 215
/bk sepb 225 map scfp 1979

